

print

Les États-Unis accentuent les menaces contre les gouvernements qui envisageraient d'accorder l'asile à Snowden

De [Thomas Gaist](#)

Global Research, juillet 12, 2013

Url de l'article:

<http://www.mondialisation.ca/les-etats-unis-accentuent-les-menaces-contre-les-gouvernements-qui-envisageraient-daccorder-lasile-a-snowden/5342488>

Les plus hauts responsables américains ont accentué leurs menaces au cours de ce week-end contre tout gouvernement qui accorderait l'asile à Edward Snowden, la source des fuites détaillant les programmes de surveillance du gouvernement, dirigés contre la population des États-Unis et du monde entier.

Vendredi, le président du Venezuela Nicolas Maduro a déclaré que son pays accorderait à Snowden « un asile humanitaire, » et les dirigeants du Nicaragua et de la Bolivie ont tous deux indiqué que Snowden pouvait recevoir l'asile dans ces pays également. Ces déclarations sont intervenues à la suite de l'atterrissage forcé de l'avion du président bolivien Evo Morales la semaine dernière, suspecté de transporter Snowden.

Un responsable du ministère des Affaires étrangères restant anonyme a déclaré ce week-end : « Il n'y a pas un seul pays dans l'hémisphère dont le gouvernement ne comprenne pas notre position à ce stade. » Ce responsable a affirmé qu'accorder l'asile à Snowden « mettrait les relations en très mauvaise posture pour une longue période à venir. » Cet officiel a continué, « Si quelqu'un pense que les choses vont se calmer, ce ne sera pas le cas. »

Les élus des partis Démocrate comme Républicain sont venus à la charge. « Clairement, accueillir Snowden dans n'importe quel pays [...] va mettre ce pays en opposition directe avec les États-Unis, et il faut qu'ils le sachent, » a déclaré dans l'émission *Meet the Press* sur NBC dimanche le sénateur démocrate du New Jersey, Robert Menendez.

Le député Mike Rogers, chef républicain de la commission parlementaire sur les services de renseignement, a déclaré sur CNN que les États-Unis devraient envisager de répondre par des sanctions économiques aux gouvernements qui accordent l'asile afin d'« envoyer un message très clair que nous n'accepterons pas ce type de comportement. »

Ces menaces sont conformes à la campagne internationale de violence et d'intimidations lancée par le gouvernement Obama en réaction aux révélations des programmes secrets impliquant la collecte des communications de centaines de millions de gens sur toute la planète.

Concernant l'atterrissage forcé de l'avion de Morales, de nouvelles informations ont fait surface indiquant clairement que les États-Unis étaient derrière cette démarche. Les médias d'Amérique latine ont fait savoir qu'un diplomate américain avait propagé des rumeurs selon lesquelles Snowden était à bord de ce vol, déclenchant les efforts pour le faire atterrir de force. Le journal autrichien *Die Presse* a indiqué que l'ambassadeur américain en Autriche, William Eacho, « avait affirmé avec une grande certitude qu'Edward Snowden était à bord. »

Maduro a fait savoir qu'il était personnellement informé par un ministre européen

que « C'est la CIA qui a donné l'ordre aux autorités aériennes, qui ont donné l'alerte que Snowden était dans cet avion. » Si les détails entourant l'atterrissage forcé restent encore flous, c'est une violation évidente du droit international.

L'atterrissage forcé de l'avion de Morales indique clairement que Snowden sera confronté à d'énormes obstacles s'il tente de se rendre dans un pays qui lui accorderait l'asile, même si c'est avec l'approbation du gouvernement de ce pays.

S'il accepte l'asile au Venezuela, il faudra quand même que Snowden s'y rende depuis le lieu où il se trouve actuellement dans l'aéroport russe. Le vol commercial de Moscou au Venezuela s'arrête à Cuba et passe par l'espace aérien européen. Il serait ainsi en danger d'être forcé à atterrir par les gouvernements européens agissant pour le compte des États-Unis.

Quant à la Russie, elle insiste pour que Snowden parte rapidement. Un parlementaire russe en vue, Alexeï Pushkov, qui est très proche du Kremlin, a tweeté dimanche : « Le Venezuela attend une réponse de Snowden. C'est peut-être sa dernière chance d'obtenir l'asile politique. »

« Il faut qu'il choisisse un endroit où aller, » a dit le vice-ministre russe des Affaires étrangères Sergey Ryabakov.

Maduro a déclaré samedi soir dans la nuit que Snowden avait jusqu'à aujourd'hui pour contacter le gouvernement vénézuélien en réponse à sa proposition d'asile.

La Russie a clairement dit qu'elle ne veut pas détériorer ses relations avec Washington sur cette question, et que Snowden devrait accepter la censure, c'est à dire la fin de ses révélations sur l'espionnage massif, comme condition pour rester en Russie. Le président russe Vladimir Poutine a accordé l'asile au lanceur d'alerte, mais Snowden a décliné l'offre une fois que Poutine a demandé qu'il cesse « de causer du tort à nos partenaires américains. »

De plus, tout asile accordé depuis le Venezuela ou n'importe quel autre pays d'Amérique latine doit être vu comme très hypothétique. Les chefs d'Etat d'Amérique latine se servent de l'occasion pour renforcer leur image d'opposition à l'impérialisme américain. Cependant, tous ces pays sont très sensibles aux pressions américaines et dépendent de l'économie américaine.

En dépit de son discours agressif, Maduro a clairement dit qu'il veut améliorer ses relations avec les États-Unis. En même temps, le dirigeant du principal parti d'opposition au Venezuela, Henrique Capriles, a dénoncé la proposition d'asile.

Le président Nicaraguayen Daniel Ortega a lui aussi proposé l'asile, mais en ajoutant, « Si les circonstances le permettent. » L'analyste politique Carlos Fernando Chamoro a déclaré au *Wall Street Journal*, « C'est une déclaration ambiguë, qui correspond tout à fait à sa rhétorique de provocations à l'égard des États-Unis et à sa pratique de faire tout son possible pour maintenir de bonnes relations. »

Un ex-responsable du Nicaragua proche d'Ortega a exprimé les mêmes idées en disant, « C'est sa manière de dire aux Américains, on m'a demandé de faire ça, mais je ne vais pas le faire. Je le connais ; c'est un moyen pour lui de se plastronner comme un révolutionnaire, mais il ne fera rien en fin de compte. »

L'Équateur aussi a indiqué qu'il réfléchirait à l'asile, mais le pays a fait une volte-face soudaine après des pressions américaines. Le gouvernement équatorien avait initialement accordé à Snowden un laissez-passer depuis Hong-Kong jusqu'à Moscou, mais cela avait été par la suite annulé et qualifié d'« erreur. » Il a depuis fait savoir que Snowden devrait d'abord se rendre en équateur avant que toute demande d'asile soit étudiée.

Quant aux gouvernements européens, ils ont tous refusé les demandes d'asile de Snowden. Ces mêmes régimes européens qui ont collaboré avec les États-Unis pour faire atterrir illégalement l'avion de Morales ont, à de nombreuses occasions, permis à la CIA d'utiliser leur espace aérien pour des « externalisations » de prisonniers vers des "sites noirs" afin qu'ils soient torturés. Ces gouvernements ont établi leurs propres programmes d'espionnage de masse et fonctionnent, au même titre que le gouvernement américain, comme des machines politiques à défendre les ultra-riches et les banques dominantes ainsi que les grandes entreprises.

Thomas Gaist

Article original, [WSWS](#), paru le 8 juillet 2013

Copyright © 2013 Global Research